



Ensemble, étudiants et personnels, imposons d'autres choix pour l'enseignement supérieur et la recherche !

Depuis un an, la politique menée dans l'enseignement supérieur et la recherche a conduit à un affaiblissement du service public et de ses missions, au creusement des inégalités entre établissements, à un renforcement des inégalités entre étudiants et à une dégradation de leurs conditions de vie, ainsi qu'à une détérioration des conditions d'emploi et de travail des personnels.

La situation de l'enseignement supérieur et de la recherche est à mille lieues des discours de Valérie Pécresse. Elle se trouve fragilisée par un contexte économique dans lequel le gouvernement, au lieu de relancer l'économie par l'investissement et les dépenses d'avenir, ajoute de la crise à la crise.

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche parle de revalorisation des carrières des personnels et de lutte contre l'échec des étudiants, quand, pour la première fois depuis 15 ans, 900 emplois sont officiellement supprimés et en fait plus de 1000 avec la création des chaires, que les établissements peuvent en redéployer entre catégories et quand les annonces ministérielles sur les carrières proposent une politique de gestion des carrières individualisée, pour l'essentiel par des primes, organisée autour de la mise en concurrence des collègues et des établissements! On jure avoir amélioré les conditions de vie des étudiants alors que 9 étudiants sur 10 subissent une baisse du pouvoir d'achat ! On prétend mieux former les enseignants avec un recrutement au Master, lorsqu'on s'engage à marche forcée de nouveaux concours allégés, qu'on impose aux universités un calendrier insensé pour des masters correspondants et qu'on diminue massivement le nombre de postes aux concours ! On annonce la rénovation des campus quand 71% des universités sont laissées pour compte de l'«opération campus» et que l'on impose le Partenariat Public-Privé pour les quelques établissements retenus ! On prétend expertiser de manière indépendante les unités de recherche, alors que la direction du CNRS a annoncé des désassociations massives d'UMR. On tente de faire croire à une augmentation du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche de 1,8 milliards d'euros alors que, compte tenu de l'inflation et des cadeaux fiscaux (Crédit Impôt Recherche), c'est une perte d'un demi milliard pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche !

Il n'existe aucune fatalité. Tout est question de choix politiques. Nous contestons ceux du gouvernement en matière de politique universitaire et de recherche. Nous n'acceptons pas que la volonté de changement et de réforme des étudiants et des personnels se heurtent à une fin de non recevoir. Comment accepter que nos problèmes restent sans réponses ?

L'enseignement supérieur et la recherche doivent être une priorité pour le pays. Loin de rendre cette exigence caduque, la crise actuelle témoigne du besoin de dépenses d'avenir pour faire face à ses conséquences économiques et sociales. Nous exigeons :

- le rétablissement des emplois de titulaires et allocations de recherche supprimés dans le budget 2009
- un plan pluriannuel de recrutement d'enseignants-chercheurs, de chercheurs et de personnels administratifs et techniques pour faire face aux besoins d'encadrement et des laboratoires
- une véritable augmentation du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche et d'autres choix budgétaires pour répondre aux besoins (amélioration de la vie étudiante, réduction de l'emploi précaire, rénovation des locaux, revalorisations salariales pour 100% des personnels au lieu d'une politique de primes, crédits récurrents suffisants...)

La communauté scientifique et universitaire n'acceptera pas sans réagir de voir le service public d'enseignement supérieur et de recherche ainsi sacrifié. Les promesses ne suffisent ni à rassurer, ni à convaincre. Nous exigeons aujourd'hui des réponses.

En conséquence, les organisations soussignées appellent les personnels et les étudiants :

- à se réunir en **assemblées générales d'information, en particulier le 13 novembre**, dans les établissements pour débattre de la politique du gouvernement pour l'enseignement supérieur et la recherche et des actions à mener pour imposer d'autres choix
- à se rassembler à Paris devant l'Assemblée Nationale (Place Edouard Herriot – métro assemblée Nationale) **lundi 3 novembre à 14h**, jour du débat budgétaire sur l'enseignement supérieur et la recherche et à intervenir dans les jours qui précèdent auprès des parlementaires locaux, afin d'exiger d'autres choix budgétaires, en utilisant par exemple la lettre figurant sur le site SLR

(<http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article2161>).

La réussite de ces premiers rendez-vous est capitale pour engager d'autres actions nécessaires dès la mi-novembre pour infléchir les choix du gouvernement. La **semaine d'action du 19 au 24 novembre** décidée par de nombreux syndicats et organisations de l'éducation après le succès de la manifestation du 19 octobre est avancée pour ces convergences !

Budget 2009 : un déclin historique

Régression d'un demi-milliard d'euros – Plus de 1000 postes supprimés

Un effort de l'Etat par étudiant insuffisant et inégalitaire

Le gouvernement ne propose qu'une augmentation de 5,5% de la dépense par étudiant. L'effort financier de l'Etat par étudiant (8080€ en 2008) représente la moitié de celui des Etats-Unis : c'est largement insuffisant. De plus, sa distribution inégalitaire est inacceptable, avec près de deux fois plus pour un élève de CPGE qu'un étudiant d'université. La situation sociale des étudiants se dégrade (bourses qui augmentent moins que l'inflation, logement). Quand on compare avec la mobilisation rapide par le gouvernement de 380 milliards € sur les fonds publics pour aider les banques !

Un effort pour la recherche en diminution

Dans la présentation du budget 2009, le gouvernement se fixe comme objectif d'atteindre 3% du PIB pour les dépenses de recherche et d'innovation. Pour le réaliser en 2012 (respectivement 2020), il faudrait accroître, chaque année, l'effort de recherche de 6 Mds€ (respectivement 4 Mds€). On est très loin du compte. Au rythme actuel, la part de la recherche et de l'innovation dans la PIB diminue (2,4% il y a 15 ans, 2,08% en 2007).

Un budget construit en trompe l'œil

Le 1,8 Md€ supplémentaire claironné par le gouvernement, dont 1 pour l'enseignement supérieur et 0,8 pour la recherche, comprend des crédits budgétaires (1Md€), des exonérations fiscales (0,66 Md€), et des financements privés (0,17 Md€). Seuls les crédits budgétaires sont distribués dans les établissements. Les autres ressources sont soit aléatoires soit détournées de leurs objectifs. Il en est ainsi du crédit d'impôt recherche (CIR). Son augmentation est importante (un demi-milliard d'€). Mais, depuis sa réforme, il représente surtout un effet d'aubaine pour les entreprises. En clair, un demi-milliard de CIR supplémentaire ne correspond pas un demi-milliard de recherche en plus. Loin s'en faut.

Vers la privatisation des universités via les PPP

Le financement des constructions universitaires par des partenariats publics privés (PPP) doit être rejeté pour deux raisons principales. D'une part c'est un pas vers une privatisation de nos universités comme cela l'a été pour les prisons, par exemple. D'autre part, l'Etat, qui sur la période 2009-2011 fait appel, en cumulé, à 1,5 Mds€ de financements privés, devra les rembourser en 30 ans, avec les agios. Bien entendu, ces remboursements seront pris sur les budgets universitaires et comme tout l'art du privé est de jouer sur les avenants justifiés pour augmenter le prix des loyers le plus vite possible, les risques sont majeurs. .

Des crédits budgétaires en forte baisse (moins un demi-milliard)

Dans cette présentation biaisée du budget 2009 restent les crédits budgétaires. Le ministère se félicite que ceux de la mission interministérielle enseignement supérieur recherche (MIREs) soient en augmentation de 4,4% (+1 Md€ courants pour les autorisations d'engagements (AE). Mais les seuls euros pouvant être dépensés sont les crédits de paiement (CP) correspondants. Leur augmentation (0,72 Md€) ne compense pas l'érosion monétaire (0,84 Md€). En plus, suprême embrouille, le gouvernement compte dans l'augmentation les 350 M€ de cotisations supplémentaires pour les pensions qui ne feront que passer dans les caisses des établissements. En définitive l'équation est

$$1 \text{ Md€ (AE)} = 0,72 \text{ (CP)} - 0,84 \text{ (inflation)} - 0,35 \text{ (pensions)} = - 0,47 \text{ Md€}$$

Les laboratoires disposeront donc encore de moins de moyens, ce qui permettra ensuite de justifier les différentes réformes de structures en cours et contre lesquels nous nous élevons.

Plus de 1000 emplois supprimés.

Le gouvernement annonce qu'il veut renforcer l'attractivité des carrières, donc ... il supprime 900 emplois, 450 dans l'enseignement supérieur et 450 dans les organismes de recherche. Les suppressions concernent des emplois statutaires de catégorie C, des allocations de recherche qui n'ont pas été pourvues (alors que de nombreux doctorants sont non financés et le financement de 225 postes de post docs). En plus des emplois de catégorie C sont transformés en emplois d'encadrement (2 pour 1). Nous rejetons ce mépris des personnels de catégorie C dont les missions sont essentielles et ne sauraient être exécutées que par sous-traitance ou extension de la précarité. Le gouvernement dit ne pas retirer d'emploi d'enseignants chercheurs et de chercheurs, mais il mobilise 2 postes budgétaires, 1 d'enseignant chercheur et 1 de chercheurs pour chacune des nouvelles chaires. Cela revient à supprimer 130 possibilités de recrutement dans les EPST qui s'ajoutent aux 900 avouées.

Les organisations dénoncent l'écran de fumée qui entoure les crédits destinés à l'enseignement supérieur et à la recherche. Elles appellent dès maintenant les personnels, les étudiants et toute la population à se mobiliser pour la défense de l'enseignement supérieur et de la recherche.